



**HAL**  
open science

# “Canada was ready to do her part” : la Grande Guerre dans les manuels scolaires canadiens de l’entre-deux-guerres

Samy Mesli

► **To cite this version:**

Samy Mesli. “Canada was ready to do her part” : la Grande Guerre dans les manuels scolaires canadiens de l’entre-deux-guerres. La Grande Guerre des manuels scolaires, Dec 2014, Montpellier, France. hal-01243665

**HAL Id: hal-01243665**

**<https://hal.science/hal-01243665>**

Submitted on 15 Dec 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# «*Canada was ready to do her part*» : la Grande Guerre dans les manuels scolaires canadiens de l'entre-deux-guerres

Samy MESLI

## Résumé

Cette communication a pour objet d'analyser les représentations de la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires canadiens de l'entre-deux-guerres. Basé sur une dizaine d'ouvrages publiés au Québec et en Ontario, il présente les principaux thèmes qui ont été enseignés aux élèves et qui se sont imposés dans la mémoire officielle de la Grande guerre, tout en démontrant l'existence d'interprétations différentes entre les deux communautés linguistiques sur certains aspects du conflit.

## Abstract

This chapter explores the various interpretations of the First World War in canadian textbooks printed during the Interwar years. Referencing about ten books published in both Québec and Ontario, the following chapter details the primary themes that were taught to students and have consequently become the memory of the Great War, while detailing the interpretations of the conflict amongst the two canadian linguistic communities.

## Zusammenfassung

Dieses Kapitel untersucht die Darstellung des Ersten Weltkriegs in den kanadischen Schulbüchern der Zwischenkriegszeit. Anhand von etwa zehn Werken aus Québec und Ontario werden die Hauptthemen präsentiert, die den Schülern vermittelt wurden, und die auch im offiziellen Gedächtnis über den Grossen Krieg ihren Niederschlag fanden. Es werden ebenfalls die unterschiedlichen Deutungen einiger Aspekte des Konflikts in den beiden Sprachgemeinschaften herausgearbeitet.

## Introduction

Entraîné dans la Grande Guerre dans le sillage de sa métropole britannique, le Canada a joué un rôle important dans le succès des armées alliées. Au déclenchement des hostilités, le dominion, qui comptait moins de 8 millions d'habitants, disposait d'une force militaire squelettique, composée de 3 100 militaires professionnels et d'une milice non permanente. Pendant l'été 1914, le gouvernement du premier ministre Robert Borden s'attelle à bâtir une véritable armée, à mesure qu'affluent les volontaires. Au fil des mois, le Corps expéditionnaire canadien s'est aguerri et compte plusieurs succès importants à son actif. En avril 1917, la victoire sur la crête de Vimy a conféré ses lettres de noblesse à cette jeune armée et s'est imposée, au pays, comme le ciment de la mémoire nationale. Au total, 619 636 hommes auront traversé l'Atlantique

pour aller se battre dans les tranchées, et le bilan s'avère particulièrement lourd avec 59 544 morts et 154 361 blessés<sup>1</sup>.

Le Canada s'est transformé au cours de la guerre, et les progrès récents de l'historiographie permettent d'apprécier les nombreuses facettes et les conséquences durables du conflit<sup>2</sup>. La production agricole et le secteur industriel ont connu un essor important. Le gouvernement fédéral a joué un rôle croissant dans la conduite de l'économie. En accédant au marché du travail ou en s'engageant comme infirmières dans l'armée, les femmes ont vécu une période d'émancipation et ont obtenu le droit de vote en 1917. Face à la métropole britannique, cette « guerre d'indépendance » comme l'écrit Desmond Morton<sup>3</sup>, a permis au Canada de se forger une place sur la scène diplomatique et de faire son entrée à la Société des Nations.

Au plan social, la population civile a contribué activement à l'effort de guerre. Outre leur soutien aux soldats, les femmes ont intégré de nouveaux champs d'activité et joué un rôle important dans la mobilisation économique<sup>4</sup>. Soumise à la propagande de l'État, la société canadienne a soutenu les œuvres patriotiques et les campagnes de souscription aux « bonds » (obligations) de la victoire. Comme en Europe, les enfants ont été des acteurs à part entière du conflit<sup>5</sup>. À travers les jouets et la littérature, la guerre a marqué leur quotidien. Au sein d'associations et des groupes de scouts, ils ont participé aux levées de fonds et aux collectes pour les organisations d'aide sociale. Les jeunes filles ont rassemblé des vêtements et rédigé des lettres pour les colis envoyés aux soldats. À partir de 1917, les enfants ont été mobilisés dans le cadre des Soldats du sol, pour travailler dans les champs et contribuer à la production agricole. L'école a

---

<sup>1</sup> Desmond Morton et J.L. Granatstein, *Marching to Armageddon : Canadians and the Great War, 1914-1919*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1989, p. 250.

<sup>2</sup> Mourad Djebabla, « Historiographie francophone de la Première Guerre mondiale : écrire la Grande Guerre de 1914-1918 en français au Canada et au Québec », *The Canadian Historical Review*, vol. 95, n°3, 2014, p. 407-416.

<sup>3</sup> Desmond Morton et J.L. Granatstein, *Marching to Armageddon : Canadians and the Great War, 1914-1919*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1989, p. 1.

<sup>4</sup> Voir Sarah Glassford et Amy Shaw (dir.), *A Sisterhood of Suffering and Service : Women and Girls of Canada and Newfoundland during the First World War*, Vancouver, UBC Press, 2012. Suzanne Evans, *Mothers of Heroes, Mothers of Martyrs : World War I and the Politics of Grief*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007. Desmond Morton, *Fight or Pay : Soldiers' Families in the Great War*, Vancouver, UBC Press 2004.

<sup>5</sup> Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Guerre des enfants, 1914-1918 : essai d'histoire culturelle*, Paris, Colin, 1993.

constitué un lieu de transmission des valeurs patriotiques<sup>6</sup> et, durant la guerre, les élèves ont été exposés au récit des hostilités.

Au cours des décennies suivantes, les manuels scolaires ont participé à la construction et à la diffusion de la mémoire de la Grande Guerre<sup>7</sup>. En s'appuyant sur un corpus d'une dizaine d'ouvrages publiés dans les provinces du Québec et de l'Ontario, ce chapitre a pour objet d'analyser les différentes représentations du conflit qui ont été enseignées aux écoliers canadiens durant l'entre-deux-guerres. L'étude de ces manuels permet, tout d'abord, d'observer les principaux thèmes présentés aux élèves, notamment la question des responsabilités de l'Allemagne dans le déclenchement des hostilités et le récit des exploits militaires des troupes canadiennes. Elle démontre également l'existence d'une mémoire plurielle, les deux communautés francophone et anglophone qui composent le Canada ayant bâti une représentation différente de certains aspects du conflit, en témoigne la crise de la conscription qui a divisé le pays en 1917.

## **Le déclenchement du conflit et l'entrée en guerre du Canada**

Conformément au traité de Versailles, qui avait contraint l'Allemagne à reconnaître sa seule et entière responsabilité dans le déclenchement de la guerre, les ouvrages scolaires canadiens s'entendent pour souligner la culpabilité du Reich et de ses dirigeants. Après sa victoire sur la France en 1871, note un manuel, l'Allemagne avait fait de remarquables progrès dans les domaines de l'industrie, du commerce, de la santé et de la science. Fort de cette puissance, concluait-il, « Her people were educated to believe that such supremacy was her natural right<sup>8</sup> ».

Un autre livre insiste sur le rôle joué par Guillaume II, décrit comme « an impetuous, theatrical autocrat », empreint d'un militarisme romantique et désireux de renforcer par tous les moyens la puissance de son pays. Dans un contexte marqué par les rivalités européennes, l'Allemagne demeurait la nation

---

<sup>6</sup> Mark Moss, *Manliness and Militarism : Educating Young Boys in Ontario for War*, New York, Oxford University Press, 2001, p. 90-109.

<sup>7</sup> Mourad Djebabla et Samy Mesli, « L'étude de la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires ontariens et québécois de l'entre-deux-guerres (1919-1939) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n°2, automne 2011, p. 125-140. Mourad Djebabla, *Se souvenir de la Grande Guerre. La mémoire plurielle de 14-18 au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2004.

<sup>8</sup> I. Gammel, *History of Canada*, Toronto, W. J. Gage & Company, 1923, p. 254.

la plus belliqueuse et la plus suspicieuse. Elle était, selon l'auteur, prédisposée à combattre, en raison notamment de la soumission de son gouvernement à une caste militaire assoiffée de domination et soutenue par des groupes d'intellectuels pour qui la guerre était nécessaire afin d'assurer l'hégémonie de la culture allemande sur le continent. Ainsi, concluait-il, « The truth remains that Germany had come to stand for a scientific and ordered servitude, enforced if necessary by war, and that Great Britain and the British Empire stood for liberty and for the right of the nations to self-development<sup>9</sup> ».

Décrivant l'enchaînement qui a mené à l'entrée en guerre, un ouvrage québécois de 1919 allait même jusqu'à affirmer que : « L'Autriche et l'Allemagne déclarèrent la guerre à la Serbie, à la Russie, à la France, à la Belgique, puis à l'Angleterre<sup>10</sup> », ce qui constitue une entorse à la réalité historique, puisque c'est bien l'Angleterre qui a déclaré la guerre à l'Allemagne le 4 août, à la suite du viol de la neutralité du territoire belge.

À l'instar des livres publiés dans les autres pays alliés, les manuels scolaires canadiens de l'entre-deux-guerres démontrent la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement des hostilités, en reprenant l'ensemble des messages véhiculés par la propagande durant le conflit. Face aux velléités de domination affichées par le Reich, le combat mené par la Triple-Entente et les dominions britanniques se justifie par la défense de la liberté et le respect du droit. Un ouvrage édité au Québec décrit l'intervention de la Grande-Bretagne comme « chevaleresque », afin de défendre un idéal universel, le Droit, malmené par les Allemands : « L'Angleterre, partie à ce traité [garantissant la neutralité belge] et réalisant bien que la vague germanique ne s'arrêterait pas dans les Flandres ou en France, déclara la guerre à l'empire teuton (...)»<sup>11</sup> ».

Les livres d'école confrontent deux conceptions du monde, avec, d'un côté, le libéralisme britannique et, de l'autre, l'autoritarisme et le militarisme allemands, tout en prenant soin de différencier la nature des deux empires. Un manuel affirme ainsi qu'il convenait « de bien distinguer l'impérialisme anglais de celui de l'Allemagne. L'Angleterre [...] est un empire démocratique, large de libéralité et généreux envers les colonies, qu'il laisse vivre de leur vie personnelle tandis que l'impérialisme allemand est absolu, militaire et niveleur<sup>12</sup> ».

---

<sup>9</sup> W. L. Grant, *History of Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1922, p. 357-358.

<sup>10</sup> Frères des écoles chrétiennes (FEC), *Histoire du Canada*, Montréal, FEC, 1919, p. 608.

<sup>11</sup> Abélard Desrosiers et. al., *Histoire du Canada*, Montréal, Granger Frères, 1919, p. 524.

<sup>12</sup> Joseph Rutché et. al., *Précis d'histoire du Canada pour les élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire*, Montréal, Beauchemin, 1928, p. 242.

Entraîné dans le conflit par sa métropole britannique, le Canada s'est rapidement mobilisé pour venir en aide à sa mère-patrie. Au parlement, le premier ministre conservateur, Robert Borden, reçoit le soutien du chef libéral, Wilfrid Laurier. A l'instar de l'Union sacrée en France ou de la *Burgfrieden* en Allemagne, l'entrée en guerre voit un pays uni. Au Québec, le journal *La Patrie* affirme le 5 août que « pour la première fois dans l'histoire du Canada britannique, il n'y a plus de Canadiens-anglais et de Canadiens-français : il ne subsiste qu'une race unie, liée par les liens les plus étroits et les plus solides à une seule cause. [...] l'Union Jack et le [drapeau] tricolore ne représentent plus deux emblèmes : ils sont indifféremment NOTRE DRAPEAU !<sup>13</sup>».

Ce climat d'unité nationale est souligné dans les manuels. Selon l'ouvrage de McArthur, « The declaration of war found the Canadian people united in defence of the motherland. In parliament, Sir Wilfrid Laurier, the leader of opposition, pledged the support of his followers in the vigorous prosecution of the war against the common enemy »<sup>14</sup>. Un autre livre décrit l'attitude de la population, en soulignant le sentiment d'unité et la justesse des idéaux pour lesquels le Canada allait se battre :

When in the last days of July 1914, war became imminent, the general Canadian feeling was one of bewilderment. We had never visualised a world war. [...]. But when [...] every day showed war more and more imminent, few quailed or hesitated. If Great Britain were called on to fight for the sanctify of treaties, for the liberty of the nations, for all that makes life worth living in honour [sic] worth any sacrifice, then Canada, fundamentally British in tradition and in ideals, was ready to do her part<sup>15</sup>.

Au cours de l'été, plus de 30 000 hommes affluent dans les centres de recrutement à travers le pays et s'enrôlent dans l'armée. Dans la région de Québec, le ministre de la Milice, Sam Hugues, fait ériger de toute pièce le camp militaire de Valcartier, pour accueillir et former les volontaires. Un premier contingent s'embarque en octobre du port de Québec pour traverser l'Atlantique. Arrivés en Angleterre, les soldats passent l'hiver à s'entraîner dans la région de Salisbury. Au printemps 1915, les troupes canadiennes étaient intégrées au Corps expéditionnaire britannique et prenaient la direction des champs de bataille, pour y subir leur baptême du feu.

## **La contribution militaire du Canada**

---

<sup>13</sup> *La Patrie*, 5 août 1914. Les majuscules sont dans le texte.

<sup>14</sup> Duncan McArthur, *History of Canada*, Toronto, W. J. Gage, 1936, p. 464.

<sup>15</sup> W. L. Grant, *History of Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1922, p. 364-365.

L'histoire militaire occupe une place prépondérante dans l'enseignement du conflit, et les manuels scolaires rapportent les principaux faits d'armes des troupes canadiennes. En adoptant une trame chronologique et en s'appuyant sur des cartes et de nombreuses illustrations, ils décrivent les batailles où se sont distinguées les combattants. En avril 1915, les hommes du corps expéditionnaire canadien sont affectés dans les Flandres, pour soutenir la percée des alliés sur le saillant d'Ypres. Le 22 avril, les Allemands déclenchent une contre-offensive, en utilisant pour une première fois des armes chimiques. Face au nuage de gaz moutarde qui déferle sur leurs lignes, les troupes françaises et britanniques battent en retraite, laissant les Canadiens livrés à eux-mêmes. Ceux-ci se battent toute la nuit et arrivent à colmater la brèche, jusqu'à l'arrivée des renforts. Deux jours plus tard, une nouvelle attaque est lancée par les Allemands. Pendant quarante-huit heures, les soldats vont résister aux assauts. Avec plus de 4 000 blessés et 2 000 morts, le tiers de la division avait été décimée<sup>16</sup>.

Ce premier succès des troupes canadiennes, qui leur vaudra la reconnaissance des chefs militaires alliés, est rapporté dans les manuels, qui soulignent la bravoure des soldats. Un livre écrit : « Maddened with pain, outnumbered, tired and overcome with horror, the Canadians hung on, blocking the enemy's path. It does not seem possible that men could do this thing, and yet, they hold the line. Lloyd George said, "they held high honour of Canada, and saved the British Army" ». Et de conclure : « The Ypres salient is an honour-name in Canadian history, for many brave men died for Canada in that far-away place<sup>17</sup> ».

Pendant l'automne 1916, les soldats prennent part à la bataille de la Somme. Placés à la gauche des forces britanniques, les hommes du 22<sup>e</sup> bataillon, la seule unité composée de Canadiens-français, s'illustrent en conquérant le village de Courcellette. Au cours des semaines suivantes, les Canadiens réussissent à prendre le contrôle des tranchées ennemies *Régina* et *Désire*. Un manuel décrit l'horreur vécue par les combattants, devant évoluer dans le froid et la boue, et sous le feu permanent de l'artillerie allemande :

The fighting for the Somme was far more terrible than what we had gone before. The high explosive shells of the artillery churned up the soil into a horrible mixture of mud and chalk ; gas masks had to be [...] frequently worn ; but month after month the

---

<sup>16</sup> Tim Cook, *No Place to Run : The Canadian Corps and Gas Warfare in the First World War*, Vancouver, UBC Press, 1999. Daniel G. Dancocks, *Welcome to Flanders Fields. The First Canadian Battle of the Great War : Ypres, 1915*, Toronto, McClelland and Stewart, 1988.

<sup>17</sup> D.J. Dickie et H. Palk, *Pages from Canada's Story*, Toronto, J.M. Dent & Sons, 1947, [1928], p. 426.

continuous attacks of the Allies and the steady resistance of the Germans showed that human endurance could outdo the stoutest deeds of the heroes of old<sup>18</sup>.

Au terme de ces deux mois de combats dans la Somme, plus de 24 000 Canadiens avaient été tués ou blessés, mais les soldats avaient encore une fois démontré leur bravoure au combat.

La conquête de la crête de Vimy, en avril 1917, marque l'un des plus hauts faits d'armes de la guerre<sup>19</sup>. Au terme d'une préparation minutieuse, les quatre divisions canadiennes, qui combattaient côte à côte pour la première fois, prennent d'assaut la crête le matin du 9 avril. Après une journée de violents affrontements, et grâce à l'utilisation d'un feu roulant de l'artillerie, les fantassins atteignent le sommet de la colline, chassant les Allemands de leurs positions. Les combats continueront pendant trois jours, scellant une victoire acquise toutefois au prix de lourdes pertes : sur les 30 000 hommes engagés au début de l'offensive, on dénombrait 3 598 morts et plus de 7 000 blessés.

La bataille de Vimy, décrite par un manuel comme « l'une des plus belles gloires canadiennes »<sup>20</sup>, occupe une place particulière dans l'histoire du pays. Au plan militaire, tout d'abord, cette victoire proprement canadienne marquait la reconnaissance d'une armée nationale. Fort de ce succès, le commandant de la Première division canadienne, Arthur Currie, originaire de l'Ontario, était promu lieutenant-général en juin 1917, et se voyait confier la tâche de diriger l'ensemble du Corps canadien, succédant à l'anglais Julian Byng<sup>21</sup>. Durant l'entre-deux-guerres, le site de Vimy est devenu le symbole du sacrifice des militaires canadiens. En 1922, les autorités françaises ont cédé au gouvernement du Canada un terrain de 100 hectares pour permettre l'érection d'un mémorial rendant hommage aux soldats morts sur ces terres. Le monument est inauguré en juillet 1936 par le premier ministre Mackenzie King, en présence du roi d'Angleterre Édouard VIII et du président de la République Albert Lebrun. Plus de 50 000 anciens combattants français et canadiens accompagnés de leurs familles assistaient à la cérémonie<sup>22</sup>.

---

<sup>18</sup> W. L. Grant, *History of Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1922, p. 374.

<sup>19</sup> Geoffrey Hayes, Andrew Larocci et Mike Bechthold (dir.), *Vimy Ridge. A Canadian Reassessment*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2007. Tom Douglas, *Valour At Vimy Ridge. Canadian Heroes of World War I*, Toronto, James Lorimer, 2007.

<sup>20</sup> Joseph Rutché et al., *Précis d'histoire du Canada pour les élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire*, Montréal, Beauchemin, 1928, p. 243-244.

<sup>21</sup> A. M. J. Hyatt, *General Sir Arthur Currie : A Military Biography*, Toronto, University of Toronto Press, 1987. Daniel G. Dancocks, *Sir Arthur Currie : A Biography*, Toronto, Methuen, 1985.

<sup>22</sup> Samy Mesli, « L'action des gouvernements dans les relations culturelles franco-québécoises durant l'entre-deux-guerres », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, n°1, automne 2011, p. 44.



Plus largement, la victoire de Vimy est considérée comme l'un des éléments fondateurs de la nation canadienne, au même titre que la bataille de Gallipoli pour les Australiens et les Néo-Zélandais. Cet exploit des militaires canadiens, là où les troupes françaises et britanniques avaient échoué, a insufflé au dominion un sentiment de fierté, contribuant à forger un esprit national. En 1936, lors de l'inauguration du mémorial de Vimy, le brigadier général Alexander Ross, se remémorant l'attaque, affirma que « c'était le Canada qui défilait, de l'Atlantique au Pacifique. Durant ces quelques minutes, j'ai pensé alors [...] que j'avais été témoin de la naissance d'un pays ». Cette vision s'est imposée dans la mémoire collective. En 1969, le lieutenant-colonel Donald Goodspeed, promu à la tête du service historique des forces armées canadiennes, écrivait : « No matter what the constitutional historians may say, it was on Easter Monday, April 9, 1917, and not on any other date, that Canada became a nation<sup>23</sup> ».

Après la prise de la crête de Vimy, les manuels s'intéressent aux autres combats menés par les troupes canadiennes, lors de la bataille de Passchendaele, à l'automne 1917, et pendant l'offensive des Cent-Jours, qui scelle la victoire finale des Alliés<sup>24</sup>. En août 1918, notamment, les Canadiens sont désignés pour être le fer de lance de l'assaut contre les lignes allemandes à Amiens. Les hommes d'Arthur Currie prennent ensuite part aux combats pour la prise du Canal du Nord. Après avoir réussi à percer la ligne Hindenburg, ils entrent le 9 octobre dans Cambrai, désertée par les Allemands. Les derniers affrontements en novembre ont lieu pour la libération de la ville de Mons. Pendant les derniers mois de la guerre, plus de 46 000 hommes ont été tués ou blessés.

Les ouvrages scolaires réservent donc une place prépondérante aux événements militaires, et il est remarquable de constater la précision des manuels canadiens-anglais, qui consacrent plusieurs pages à la description des batailles, en prenant soin d'apporter de nombreux détails sur les lieux et le déroulement des combats. Outre les cartes et les illustrations, les leçons proposent également des portraits des dirigeants politiques, comme le souverain britannique George V et le premier ministre Borden, ainsi que des principaux chefs militaires, Julian Byng, Arthur Currie ou le ministre de la Milice Sam Hughes.

---

<sup>23</sup> D. J. Goodspeed, *The road past Vimy. The Canadian Corps 1914-1918*, Toronto, Macmillan, 1969, p. 93.

<sup>24</sup> Shane B. Schreiber, *Shock Army of the British Empire : The Canadian Corps in the Last 100 Days of the Great War*, Westport, Praeger, 1997. Daniel G. Dancocks, *Legacy of Valour : The Canadians at Passchendaele*, Edmonton, Hurtig Publishers, 1986.

Si les ouvrages édités au Québec s'inscrivent dans la même démarche pédagogique, en glorifiant le fait militaire, certains manuels ont choisi de mettre l'emphase sur l'expérience vécue par les combattants canadiens-français au sein du Royal 22<sup>e</sup> bataillon. Cette unité, créée en octobre 1914, avait été mise sur pied pour répondre à une demande de la population du Québec de pouvoir servir dans sa langue maternelle. Grâce au don d'un riche pharmacien montréalais, Arthur Migneault, le régiment fut équipé et intégré dans le corps expéditionnaire canadien, demeurant la seule unité spécifiquement canadienne-française déployée en Europe<sup>25</sup>. En 1919, le livre des Frères des écoles chrétiennes insiste sur la présence de « plus de 2 400 Canadiens français » au sein du premier régiment canadien, qui comptait en septembre 1914 quelque 33 000 hommes<sup>26</sup>. Le manuel de l'abbé Desrosiers limite pour sa part l'étude du conflit aux activités du Royal 22<sup>e</sup> bataillon. Les chiffres avancés par l'auteur, qui affirme que le 22<sup>e</sup>, « [...] parti au mois de mai 1915 avec 1 000 hommes, s'est renouvelé dix fois par la suite et a laissé là-bas 6 000 des nôtres<sup>27</sup> », sont toutefois sujets à polémique : selon les travaux de l'historien Jean-Pierre Gagnon, le bataillon francophone a perdu 1 147 hommes entre 1915 à 1919, loin des 6 000 pertes annoncées dans le manuel<sup>28</sup>. Si cette exagération peut s'expliquer par le manque de données chiffrées en 1919, elle peut également apparaître comme un moyen de susciter chez les élèves un sentiment de fierté face aux sacrifices consentis par les hommes du 22<sup>e</sup> bataillon, et ainsi contredire les accusations apparues pendant le conflit, notamment lors de la crise de la conscription, « selon lesquelles les Canadiens français n'auraient pas fait leur devoir<sup>29</sup> », écrit Mourad Djebabla.

## La crise de la conscription

À l'instar des autres pays belligérants, où l'on observe en 1917 une incontestable « fatigue des peuples [...] devant cette guerre interminable<sup>30</sup> », l'adoption de la loi de la conscription au mois d'août plonge le Canada dans

---

<sup>25</sup> Serge Bernier, *Le Royal 22<sup>e</sup> régiment*, Québec, Éditions GID, 2013, 215 p.

<sup>26</sup> Frères des écoles chrétiennes (FEC), *Histoire du Canada*, Montréal, FEC, 1919, p. 608.

<sup>27</sup> Abélard Desrosiers et. al., *Histoire du Canada*, Montréal, Granger Frères, 1919, p. 528.

<sup>28</sup> Jean-Pierre Gagnon, *Le 22<sup>e</sup> bataillon (canadien-français), 1914-1919*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986, p. 326.

<sup>29</sup> Mourad Djebabla, *Se souvenir de la Grande Guerre. La mémoire plurielle de 14-18 au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2004, p. 71-72.

<sup>30</sup> Jean-Jacques Becker, *1917 en Europe : l'année impossible*, Bruxelles, Édition Complexe, p. 87.

une profonde crise politique. Après les terribles pertes enregistrées en 1916, la Grande-Bretagne avait demandé à ses dominions d'accroître leurs efforts de recrutement. Désireux de répondre à cet appel, Borden est toutefois confronté à un essoufflement des engagements volontaires, à mesure que la guerre se prolonge. Au Québec notamment, le piètre traitement réservé aux catholiques francophones dans les rangs des forces armées, où les officiers sont unilingues anglophones, freine l'enrôlement des Canadiens français. Le premier ministre décide alors de faire adopter par le parlement la Loi du Service militaire, qui imposait aux hommes âgés de 20 à 45 ans de servir dans l'armée s'ils étaient appelés. Le texte est voté en août 1917, déclenchant ce que certains historiens qualifient comme étant la « plus grave crise de l'histoire canadienne<sup>31</sup> ». Le débat sur la conscription entraîne de vives protestations, au sein des communautés agricoles de l'Ouest et au Québec, où les opposants, conduits par le nationaliste Henri Bourassa, dénoncent l'impérialisme britannique et le sort des francophones en Ontario, où le gouvernement provincial avait proclamé en 1912 un règlement limitant l'enseignement de la langue française dans les écoles publiques.

Pour renforcer ses appuis, le premier ministre fait adopter pendant l'automne diverses mesures pour donner le droit de vote aux hommes et aux femmes du Corps expéditionnaire canadien déployés outre-Atlantique, ainsi qu'aux mères, épouses et aux sœurs des soldats en service. Ces différentes lois convainquent les députés libéraux favorables à la conscription de se joindre à Borden, malgré l'opposition de leur chef, Wilfrid Laurier. À la tête de cette coalition unioniste, le premier ministre déclenche des élections en décembre 1917, avec pour principal enjeu l'imposition de la conscription. Cette campagne électorale, considérée comme l'une des plus acrimonieuses de l'histoire canadienne, donne lieu à de profondes divisions au sein de la population. Dans le Canada anglais, le clergé et la presse multiplient les attaques contre Laurier et Bourassa, accusés d'être des agents du Kaiser. La conscription entre en vigueur en janvier 1918, et même si de nombreuses exemptions sont appliquées, des heurts continuent de secouer le pays, notamment dans la ville de Québec où une manifestation est réprimée par l'armée le 1<sup>er</sup> avril 1918, faisant quatre morts et des dizaines de blessés.

La conscription, qui constitue un épisode douloureux de la Grande Guerre, est abordée dans la plupart des ouvrages anglophones sous l'angle politique, les

---

<sup>31</sup> Pierre Vennat, *Les poilus québécois de 1914-1918. Histoire des militaires canadiens-français de la Première Guerre mondiale*, Tome II, Montréal, Éditions du Méridien, p. 31. Voir également J.L. Granatstein et J. M. Hitsman, *Broken Promises : A History of Conscription in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1977.

auteurs décrivant les événements qui ont conduit à l'adoption de la loi. Le manuel de Gammell commence par justifier l'attitude du gouvernement en raison des pertes subies dans les rangs des forces armées, ajoutant qu'une mesure similaire avait été adoptée « by the liberty-loving people of Great Britain » et par les États-Unis, en vertu du *Selective Service Act* promulgué en mai 1917. Le paragraphe présente ensuite le vote de la loi et note que, face au Premier ministre Borden, Wilfrid Laurier, « with a strong backing from Québec, opposed this [law], and urged that the question be submitted to popular vote. Nevertheless, the bill received the support of a number of Liberals and passed through both Houses of Parliament by very large majorities<sup>32</sup> ».

Le manuel de W. L. Grant, publié en 1922, offre un traitement plus critique de la conscription, en s'intéressant à sa dimension sociale et aux tensions observées à travers le pays. Dans une section intitulée « The Attitude of Quebec », l'auteur commence par saluer l'attitude de Wilfrid Laurier, qui avait affirmé en 1914, devant le parlement, sa collaboration loyale avec le gouvernement. Cependant, constate-t-il, « for as the war went on, it was evident that such would not be the attitude of all his compatriots ». Parmi les freins à l'engagement des Canadiens français, il évoque, tout d'abord, l'amertume provoquée par le refus du gouvernement ontarien de reconnaître le français pour l'enseignement dans les écoles de la province. Cette mesure, vivement ressentie au Québec, fut exploitée par Henri Bourassa, qui contestait également la participation du Canada au conflit. Pour ces raisons, « Mr. Bourassa grew only more bitter against Great Britain and against Ontario. Germany's treatment of Belgium was placed on a par with England's treatment of the French-Canadian ». Dans sa conclusion, l'auteur tend à relativiser le poids des discours nationalistes au Québec, tout en déplorant les réactions de certains groupes anglophones :

These utterances were not the voice of his native province, which found truer expression in the nobler words of Laurier, but they were not without weight. They held back many from enlisting, and in spite of the valiant services of many sons of Quebec, introduced a jarring note. They brought forth intolerant and foolish replies in English-speaking Canada, and prevented the war from drawing together the two races as it might otherwise have done<sup>33</sup>.

Même si une crise majeure a été évitée, l'auteur atteste de l'existence d'une fracture entre les deux communautés linguistiques.

En 1936, le livre de Duncan MacArthur adopte une position plus mesurée. Pour expliquer la participation plus faible enregistrée chez les Canadiens-

---

<sup>32</sup> I. Gammell, *History of Canada*, Toronto, W. J. Gage & Company, 1923, p. 265.

<sup>33</sup> W. L. Grant, *History of Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1922, p. 366-367.

français, il note que « some of the methods adopted by the government in promoting voluntary enlistment in Quebec had not been very wise, and recruiting had not proceed as rapidly as in other provinces ». Cette situation résultait de l'absence de liens forts avec la France et des discours du groupe nationaliste de Bourassa, qui considérait que le Canada n'avait pas à être entraîné dans une guerre causée par les erreurs des peuples européens. De plus, l'attitude de l'Ontario dans la querelle linguistique « did not promote national unity or encourage participation in the war ». Ces différentes causes ont influencé beaucoup de Canadiens français, affirme l'auteur, qui concède que la situation au Québec « was therefore very delicate and demanded the utmost wisdom and caution in her leaders ». Le manuel s'intéresse au rôle de Laurier, attaché aux principes sacrés de la liberté individuelle et qui, pour ne pas perdre la confiance des Canadiens français, s'opposa à cette loi, finalement votée par le gouvernement d'union nationale créé par Borden grâce aux ralliements des libéraux N. W. Rowell, de l'Ontario, et A. L. Sifton, premier ministre albertain<sup>34</sup>. À l'instar de l'ouvrage précédent, ce manuel évoque les divisions nées pendant les élections de décembre 1917, en omettant cependant d'aborder les conséquences de la loi et les événements sanglants survenus dans les rues de Québec en avril 1918. Le traitement réservé à la conscription se veut toutefois plus consensuel, et l'emphase portée sur la dimension politique permet d'atténuer l'ampleur des divisions observées entre le Canada anglais et la population du Québec.

Comme en Ontario, les ouvrages publiés au Québec proposent différentes interprétations de la crise de la conscription. Certains auteurs ne font qu'une mention laconique de ces événements, à l'instar du livre des Frères des Écoles chrétiennes, édité en 1919, qui écrit que « le fédéral passa, en dépit de la plus vive opposition, la loi de la conscription (1917)<sup>35</sup> », sans apporter plus de détails. En 1928, l'ouvrage de Joseph Rutché, qui s'avère le plus proche des manuels canadiens-anglais, affirme que Borden, en homme politique responsable, n'a fait que répondre aux besoins exprimés par les autorités militaires, afin de soutenir les soldats déployés sur le front. « Le gouvernement activa donc le recrutement et, pour arriver au nombre de 500 000, il fit voter la conscription obligatoire<sup>36</sup> ». L'auteur met donc l'accent sur le volontarisme politique du premier ministre Borden, démontrant par là même la souveraineté du gouvernement et des institutions parlementaires canadiennes.

---

<sup>34</sup> Duncan McArthur, *History of Canada*, Toronto, W. J. Gage, 1936, p. 467.

<sup>35</sup> Frères des écoles chrétiennes (FEC), *Histoire du Canada*, Montréal, FEC, 1919, p. 608.

<sup>36</sup> Joseph Rutché et al., *Précis d'histoire du Canada pour les élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire*, Montréal, Beauchemin, 1928, p. 243.

L'ouvrage produit par l'abbé Desrosiers adopte un ton plus polémique. Dans l'édition de 1919 du manuel, la leçon consacrée à la conscription insiste sur les tensions politiques entre les parlementaires Canadiens anglais et Canadiens français :

Un fort contingent de libéraux anglais avaient voté pour la conscription. Les conservateurs crurent que l'occasion était bonne de renouveler l'alliance libérale-conservatrice de Macdonald-Cartier ; Mais M. Borden ne put réussir à faire entrer dans la coalition le chef libéral, sir Wilfrid Laurier, ni aucun de ses partisans canadiens-français; Plusieurs députés libéraux anglais passèrent seuls à l'unionisme et entrèrent dans le cabinet d'union. On eut alors un gouvernement unioniste [...]. Les nouveaux alliés balayèrent les provinces de l'Ouest, prirent une énorme majorité dans l'Ontario [provinces à majorité anglophone], se partagèrent avec les francs libéraux les provinces maritimes mais n'élurent que trois députés sur soixante-cinq dans le vieux Québec<sup>37</sup>.

Dans cet extrait, l'auteur tend à démontrer que le clivage entre les deux groupes linguistiques est à l'origine de la crise de la conscription. En 1925, le manuel est toutefois profondément révisé, adoptant une vision plus consensuelle. L'opposition ethno-culturelle disparaît, ne faisant ressortir qu'une simple lutte entre partis politiques, afin d'atténuer les divisions nées lors du vote de la loi. Le chapitre, qui s'intitulait en 1919 « Unionistes et conscription », porte désormais le titre « Gouvernement de coalition », et toutes les références à la fracture observée entre les communautés anglophone et francophone disparaissent :

Le chef du gouvernement, voulant encore augmenter cet effectif [du Corps expéditionnaire canadien] fit voter par les chambres la loi de conscription. Cette mesure ne fut pas populaire et les chefs politiques tentèrent de former un gouvernement de coalition. Plusieurs libéraux passèrent ainsi dans l'alliance libérale-conservatrice mais le chef de l'opposition, M. Laurier, rallia ceux de ses partisans qui lui restèrent fidèles [...]<sup>38</sup>.

Outre l'omission des termes « canadiens-français » et « canadiens-anglais », le nom même de Robert Borden a disparu, afin de ne plus rattacher la loi à la seule volonté du premier ministre, impopulaire au Québec, mais pour en faire plutôt l'œuvre du parlement canadien.

L'évolution du récit dans le manuel de l'abbé Desrosiers, qui présentait en 1919 les divisions ethniques nées de la conscription pour n'exposer, six ans plus tard, que les oppositions entre partis politiques, symboles du débat démocratique, est révélatrice du traitement de cet épisode qui a divisé la société canadienne.

---

<sup>37</sup> Abélard Desrosiers et. al., *Histoire du Canada*, Montréal, Granger Frères, 1919, p. 525.

<sup>38</sup> Abélard Desrosiers et. al., *Histoire du Canada*, Montréal, Granger Frères, 1925, [1919], p. 436.

Durant les années vingt, en effet, la plupart des manuels scolaires à travers le pays tendent à promouvoir une histoire plus consensuelle, qui va effacer les fractures internes pour mettre l'accent sur la bravoure et les succès des combattants canadiens, façonnant ainsi l'image d'une jeune nation unie dans la victoire. Par ses succès outre-Atlantique, le Canada était entré dans l'âge adulte et aspirait à jouer un rôle plus important sur la scène internationale.

## **Les legs de la Grande Guerre et l'affirmation internationale du Canada**

Au cours de la guerre, le Canada s'est distingué sur les champs de bataille et s'est forgé une identité nationale, mais il a payé le prix du sang, avec des pertes totalisant près de 67 000 morts et 173 000 blessés. Le Canada a joué une part active dans la victoire alliée, et si la contribution du pays, avec plus de 500 000 hommes en armes comparativement aux 5 millions envoyés par les îles Britanniques, peut paraître réduite, affirme un manuel, « we "did our bit," and our bit was better than we dared to hope, and infinitely more than Germany had expected. Alike to our allies and to our enemies the enthusiasm and efficiency with which the outer Empire came into the fight was a revelation<sup>39</sup> ». Parmi les legs de la Grande Guerre, les livres scolaires retiennent tout d'abord le développement de la puissance militaire canadienne, et la reconnaissance d'une véritable armée nationale. Rappelant l'engagement des Canadiens dans la Royal Air Force, un ouvrage souligne les activités des différents corps d'armée :

Credit for her splendid war record is due also to the excellent service of the Engineers, of the Medical and Dental Corps, and of the Army Service Corps. In the work of constructing light railways behind the lines the Canadians were particularly efficient, while 17 000 men were engaged in the Forestry Corps in France and in England in supplying timber necessary for the construction of trenches and other defences<sup>40</sup>.

L'auteur poursuit en affirmant qu'au-delà du sacrifice des soldats, c'est la nation tout entière qui s'est mobilisée : « Splendid effort was directed to the relief of suffering caused by the war, to the assistance of the dependents of the men overseas, and to care of the wounded who returned to Canada<sup>41</sup> ». Les livres décrivent ainsi le travail du front arrière, avec la mobilisation économique, la fabrication des munitions, la production alimentaire et les œuvres caritatives. Un autre ouvrage insiste également sur le rôle joué par les femmes qui sont allées en France, à Gallipoli et en Égypte pour servir comme

---

<sup>39</sup> W. L. Grant, *History of Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1922, p. 364.

<sup>40</sup> Duncan McArthur, *History of Canada*, Toronto, W. J. Gage, 1936, p. 472-473.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 465

infirmières, et les milliers d'autres qui ont choisi d'aider dans les hôpitaux ou les usines de munition du pays<sup>42</sup>.

Dressant le bilan du conflit, un manuel soulignait l'héroïsme du Canada et l'émergence d'un sentiment national :

In this great war of peoples the part taken by Canada is full of glory. Wild words were spoken by partisans; knavish fortunes were made by profiteers; but the stream of Canadian heroism was broad enough and deep enough to carry along all such debris without dimming its purity. In the war of peoples, Canada, too, acted as a people; she found her soul through sacrifice, and won for herself a heritage which can never fade<sup>43</sup>.

Pour tous les manuels, les sacrifices consentis par le pays et les succès remportés sur le front, au premier rang desquels figure la victoire de Vimy, ont permis la construction d'une identité nationale, propice à l'affirmation du Canada sur la scène diplomatique. Comme le note l'historien Desmond Morton, le Canada, au cours de cette « guerre d'indépendance », « was not only committed to speaking with its own voice in the world, it had won on the battlefield the right to be heard<sup>44</sup> ». La première pierre de cette reconnaissance internationale est posée en 1919 lors de la Conférence de Paris, où le Canada, d'abord intégré à la délégation britannique, obtient le droit de signer en son nom propre le traité de Versailles. Lors de la Conférence impériale de 1923, le premier ministre Mackenzie King s'oppose au projet du gouvernement britannique d'une politique de défense centralisée et se fait, avec l'Afrique du Sud et l'État libre d'Irlande, le promoteur de l'émancipation des dominions. En 1926, la conférence impériale débouche sur l'adoption de la Déclaration Balfour : le texte consacre l'égalité et la souveraineté des États membres de l'Empire, qui demeurent librement associés au sein « du Commonwealth des nations britanniques ». En 1931, la proclamation du Statut de Westminster viendra officialiser la constitution du Commonwealth moderne, marquant symboliquement la fin du lien impérial et l'indépendance du Canada.

Au terme de la Première Guerre mondiale, le Canada s'est donc forgé une personnalité internationale, et les livres de la fin des années vingt, comme celui de Joseph Rutché, présentent désormais le Canada comme une « nation » ou

---

<sup>42</sup> D.J. Dickie et H. Palk, *Pages from Canada's Story*, Toronto, J.M. Dent & Sons, 1947, [1928], p. 425.

<sup>43</sup> W. L. Grant, *History of Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1922, p. 367.

<sup>44</sup> Desmond Morton et J.L. Granatstein, *Marching to Armageddon : Canadians and the Great War, 1914-1919*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1989, p. 1.



un « pays », n'utilisant plus le terme de dominion de l'Empire britannique<sup>45</sup>. Comme le note un manuel, l'émergence du Canada sur la scène internationale allait cependant entraîner de nouvelles responsabilités :

The war represented the greatest effort that the Canadian people had yet put forth; it marked their "coming-of-age" as a nation, with new powers and fresh responsibilities. The South African War helped to direct attention to Canada as an attractive place for settlement; the Great War signaled the arrival of a young and vigorous nation, capable of bearing its share of the burden of civilization<sup>46</sup>.

L'auteur poursuit la leçon en présentant les activités du Canada à la Société des Nations, thème marginalement étudié dans l'immédiat après-guerre, mais qui se généralisera dans les manuels des années trente.

## Conclusion

Plongé dans une guerre européenne qui ne devait durer que quelques mois, le Canada s'est battu pendant les quatre années du conflit aux côtés des armées alliées, contribuant incontestablement à la victoire finale contre les Empires centraux. Plus de 620 000 jeunes Canadiens ont revêtu l'uniforme pour aller combattre outre-Atlantique, et les noms d'Ypres, Passchendaele ou Vimy résonnent encore aujourd'hui comme autant de glorieux succès, acquis toutefois au prix de terribles pertes. Comme l'a démontré l'historien Jonathan Vance, la mort des 60 000 soldats et les sacrifices consentis par la nation n'ont pas été vains et ont permis la construction d'un « culte de la victoire » qui s'est diffusé à travers les commémorations militaires, les arts, la littérature et les manuels scolaires, chargés de transmettre cette mémoire de guerre auprès des jeunes générations.

L'étude des ouvrages employés dans les écoles canadiennes permet tout d'abord de constater l'unanimité qui se dégage quant à la culpabilité de l'Allemagne. Lors de la Conférence de Paris, en 1919, la communauté internationale avait statué sur la responsabilité du gouvernement du Kaiser dans le déclenchement des hostilités, et cette interprétation s'impose dans les manuels qui continuent de relayer l'ensemble des messages propagandistes des années de guerre. Dans leur présentation du conflit, les livres mettent ensuite l'accent sur le récit des événements militaires, pour décrire aux élèves les

---

<sup>45</sup> Joseph Rutché et. al., *Précis d'histoire du Canada pour les élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire*, Montréal, Beauchemin, 1928, p. 240-245.

<sup>46</sup> Duncan McArthur, *History of Canada*, Toronto, W. J. Gage, 1936, p. 474.

principaux succès du Corps expéditionnaire canadien et les exploits de ses soldats, glorifiant ainsi le fait guerrier.

Le récit proposé par les manuels scolaires n'est cependant pas unanime et comporte des omissions. L'analyse de la crise de la conscription fait ressortir plusieurs interprétations, démontrant l'ampleur du fossé politique et culturel qui s'est creusé au sein de la société canadienne après le vote de la Loi sur le Service militaire. Il existe ensuite des différences dans le choix des combattants étudiés, comme en témoigne la volonté de certains ouvrages publiés au Québec de concentrer leur attention sur l'action du 22<sup>e</sup> bataillon, composé de Canadiens français. Les manuels n'accordent toutefois aucune place aux autres groupes qui ont combattu au sein des forces canadiennes, notamment les soldats noirs ou issus des Premières nations, alors que les communautés amérindiennes témoignent d'un taux d'enrôlement relativement élevé et que plusieurs de leurs membres, tels Tom Longboat et Cameron Bran, se sont illustrés au front. Enfin, les ouvrages passent sous silence la politique d'internement des « étrangers de nationalité ennemie », qui a conduit à l'emprisonnement de 8 600 personnes, pour la plupart des immigrants allemands et ukrainiens, dans une vingtaine de camps de détention à travers le pays.

La Première Guerre mondiale a cimenté le nationalisme canadien et pavé la voie à la souveraineté du pays. Fort de sa participation aux négociations de Versailles et de son intégration à la Société des Nations, le Canada a acquis son indépendance et s'est taillé une place au sein de la communauté internationale. Si les manuels s'entendent pour mettre en valeur cet héritage de la Grande Guerre, ils n'en proposent pas moins un regard pluriel sur le conflit, laissant place à des divergences d'interprétation et à des zones d'ombre dans la mémoire officielle.

Samy MESLI  
Docteur en Histoire  
[mesli.samy@uqam.ca](mailto:mesli.samy@uqam.ca)